

*Questions orales*

Monsieur le Président, on crie victoire, malgré tout cela, grâce à la concertation des gens de l'est de Montréal et grâce à la ténacité du chef du parti libéral, au moins l'est de Montréal peut commencer à respirer.

● (1415)

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'APARTHEID

ON DEMANDE QUE LE CANADA ROMPE SES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU SUD

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont dit et répété à maintes reprises que le Canada romprait ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et imposerait des sanctions économiques totales contre le régime de Pretoria à moins que le démantèlement de l'apartheid ne progresse sensiblement.

Le premier ministre et son ministre se sont ainsi engagés à rompre toute relation avec l'Afrique du Sud le 13 septembre 1985, le 23 octobre 1985, le 6 juin 1986, le 9 septembre 1987 et hier encore, 29 février 1988. Depuis deux ans et demi, le gouvernement ne cesse de dire aux Canadiens qu'il y aurait une rupture complète et, depuis deux ans et demi, la situation en Afrique du Sud, au lieu de s'améliorer, n'a pas cessé d'empirer.

Quand le gouvernement va-t-il tenir les engagements pris par le premier ministre tant aux Nations Unies que devant le Parlement de rompre les relations entre le Canada et l'Afrique du Sud puisqu'aucun progrès n'a été enregistré dans le démantèlement de l'apartheid?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le premier ministre a exposé très clairement notre position hier en disant à quel point le Canada déplore la détérioration de la situation déjà inacceptable en Afrique du Sud. Je crois que tous les Canadiens éprouvent une profonde inquiétude au sujet des récents événements d'Afrique du Sud. Nous sommes certes extrêmement préoccupés. De toute évidence, la situation ne cesse d'empirer.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures espère être de retour à la Chambre, dès demain peut-être, pour donner un compte rendu de son examen de la politique canadienne à l'égard de l'Afrique du Sud.

[Français]

L'APPLICATION DE SANCTIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, depuis deux ans et demi déjà, le gouvernement nous répète que le moment d'appliquer des sanctions

contre l'Afrique du Sud n'est pas venu. Je demande au vice-premier ministre, encore une fois, jusqu'où la situation en Afrique du Sud doit se détériorer pour que ce moment vienne? Combien d'autres actes odieux le gouvernement d'Afrique du Sud doit-il commettre avant que notre gouvernement ne réagisse et impose des sanctions complètes, soit économiques, soit diplomatiques, contre l'Afrique du Sud?

[Traduction]

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le premier ministre a dit clairement hier, comme on le voit à la page 13216 du Hansard:

Nous nous réservons, c'est évident, la possibilité de rompre toutes relations avec le gouvernement sud-africain.

Il a dit aussi qu'en rompant les relations, nous ne pourrions plus intervenir et que le gouvernement du Canada croit que nous pouvons travailler plus efficacement à aider les Noirs dans la lutte contre l'apartheid en maintenant nos relations diplomatiques.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que les mesures prises récemment par le gouvernement de l'Afrique du Sud entraîneront tous les gouvernements de l'Ouest à réexaminer leurs politiques et à chercher des moyens plus efficaces de combattre l'apartheid. Comme je l'ai déjà dit, et comme le premier ministre l'a dit hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fera rapport à la Chambre sur le réexamen des politiques du Canada dès son retour, c'est-à-dire peut-être dès demain.

ON DEMANDE QUAND LE GOUVERNEMENT SE DÉCIDERÀ À AGIR

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le ministre et le vice-premier ministre savent que ce n'est pas ce que le premier ministre du Canada a promis dans son discours aux Nations-Unies quand il a dit que le Canada romprait toutes les relations diplomatiques et imposerait des sanctions économiques complètes si la situation ne s'améliorait pas en Afrique du Sud. La situation n'a pas changé et deux ans et demi se sont écoulés depuis ce discours.

● (1420)

Les bonnes intentions ne suffisent pas. Et nous ne savons toujours pas pourquoi le Canada ne devrait pas imposer de sanctions économiques complètes contre l'Afrique du Sud.

La question que je pose au vice-premier ministre est la suivante. Quand faudra-t-il passer aux actes, sinon maintenant?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, ma réponse est très précise: quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures reviendra à la Chambre, il fera rapport, comme je l'ai dit.